

Ouverture et continuité

1. La Ligue communiste va avoir trente ans. Elle est née des soulèvements de 1968, au point de rencontre entre les révoltes étudiantes et la grève générale de Mai, entre les luttes anti-impérialistes de l'époque (guerre de libération algérienne, révolution cubaine, guerres d'Indochine) et les luttes antibureaucratiques en Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Dès sa fondation, elle a renoué avec l'héritage de l'Opposition de gauche au stalinisme, sans attendre les révélations tardives de *L'Archipel du Goulag* pour découvrir la réalité des camps et mener le combat contre les dictatures bureaucratiques de l'Est.

Elle a donc été dès l'origine, une organisation profondément internationaliste, liant au lieu de les opposer, l'engagement anti-impérialiste aux côtés des peuples opprimés, l'engagement aux côtés des dissidences et mouvements antibureaucratiques en Union soviétique ou en Chine, l'engagement dans les luttes de classe au sein même des métropoles capitalistes.

2. Durant ces trente années, la Ligue a été de tous les combats marquants, nationaux et internationaux.

De la grève générale de Mai 68 au mouvement des chômeurs de l'hiver 1998.

En passant par les campagnes de soutien aux travailleurs de Lip en 1973, par les grèves des postiers (en 1974), des cheminots (en 1986), des infirmières en 1988, entre autres.

Par les grandes mobilisations étudiantes de 1971, 1973, 1986, ou 1993.

Par la création et les luttes des comités de soldats dans les années soixante-dix.

Par le soutien et la participation au mouvement des femmes, des grandes campagnes démocratiques pour le droit à l'avortement et la contraception aux récentes manifestations unitaires pour l'égalité des droits.

Par les campagnes contre la militarisation du Larzac ou contre l'installation du surgénérateur de Creys-Malville...

... Jusqu'aux luttes de ces dernières années contre le plan Juppé, en solidarité avec les sans-papiers, contre les lois Pasqua-Debré, pour la défense des chômeurs, des précaires, des sans-logis.

Son antifascisme, enfin vient de loin : de sa dissolution en 1973 et de l'emprisonnement de ses responsables pour avoir manifesté contre un meeting xénophobe de l'extrême droite européenne à Paris, à la participation active à la naissance et au développement de Ras l'Front.

Éduquée à l'internationalisme militant dans l'aide active à la lutte de libération algérienne, la Ligue a également été de toutes les campagnes de solidarité avec les peuples d'Indochine, avec les victimes des procès franquistes (notamment de procès de Burgos en 1970), avec la révolution chilienne écrasée par la dictature militaire, avec la résistance palestinienne martyrisée (du Septembre noir jordanien à la colonisation des territoires occupés en passant par Sabra et Chatila), avec les soulèvements africains contre l'apartheid, avec la révolution portugaise et la lutte de libération des colonies portugaise, avec les révolutions nicaraguayenne et centraméricaine, avec les luttes antibureaucratiques en Pologne ou en Tchécoslovaquie.

Elle a dénoncé sans relâche le blocus infligé au peuple cubain. Elle a enfin toujours été aux côtés des révoltes contre l'oppression coloniale française, aux Antilles, en Kanaky, ou à la Réunion.

3. Dès sa naissance, la Ligue s'est donné le nom de communiste.

D'abord parce que, depuis *Le Manifeste* du même nom, publié il y a juste 150 ans, le communisme résume le programme d'émancipation humaine qui oppose les exploités et les opprimés au despotisme du capital et du marché, à ses effets inégalitaires, à l'anéantissement des libertés civiques par la négation des droits sociaux à la dignité la plus élémentaire.

Ensuite, pour ne pas abandonner le mot et l'idéal communiste, celui des insurgés de la Commune et de l'Octobre russe, aux bureaucrates staliniens qui l'avaient usurpé pour commettre leurs crimes en son nom. Si nous sommes tenus en effet, au terme d'un siècle terrible, de faire l'examen scrupuleux de notre propre histoire, de chercher dès l'origine ce qui a pu permettre ou faciliter le développement de la terreur bureaucratique, il n'en demeure pas moins une discontinuité, une casure, marquée à la fin des années vingt, à partir de la collectivisation forcée en URSS, par les déportations de masse, par les purges et la grande terreur, par la croissance vertigineuse d'un appareil bureaucratique et policier, par l'élimination de l'héritage révolutionnaire dans l'Internationale communiste, par la subordination du mouvement révolutionnaire international à la raison d'État soviétique. C'est ce que nous appelons une contre-révolution.

Enfin, par fidélité envers « les nôtres », envers tous ceux et celles qui ont lutté et sont morts pour qu'il ne soit jamais permis de confondre communisme et stalinisme, tous ceux et celles qui ont engagé le combat souvent solitaire contre la dictature bureaucratique, à une époque où « les amis de l'URSS », même lorsqu'ils savaient, préféraient se taire pour ne pas hurler avec les loups, sous pré-

texte qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs, ou encore parce que la lutte contre « l'ennemi principal » les détournait de « l'ennemi secondaire ».

Grâce à ces dissidents et ces insoumis de la première heure, les désastres du siècle qui s'achève sont restés intelligibles. Grâce à eux, la première opposition à la terreur bureaucratique s'est levée au nom du communisme. Grâce à eux, il reste possible de démêler la promesse révolutionnaire de libération, des crimes de la contre-révolution.

4. Nous avons porté ce nom de communistes comme un double défi.

Contre les adversaires de toujours, les anti-communistes de tous poils. Et contre ceux qui, s'en arrogent le monopole, prétendaient nous dénier le droit de le porter.

Une nouvelle époque s'est ouverte. La chute du mur de Berlin, la disparition de l'Union soviétique, l'unification allemande signifient la fin d'un « siècle politique », d'une grande séquence de l'histoire humaine, qui va de la guerre de 1914-1918 à 1991.

Nous avons accueilli sans regrets l'effondrement des dictatures bureaucratiques. Il y a longtemps que la révolution avait été assassinée et l'interminable décomposition de son cadavre pourrissait le mouvement ouvrier à l'échelle internationale. La chute des régimes qui en avaient détourné l'héritage dégage les décombres et ouvre donc la possibilité de recommencer.

Mais cet effondrement n'a pas débouché sur un nouvel élan émancipateur à l'échelle de la planète, mais sur une revanche du capital et une contre-réforme libérale. Non sur une nouvelle vague libératrice mais sur une période de réaction et de restauration. Non sur une nouvelle convergence des luttes des différents

continents mais sur ce que le dirigeant zapatiste Marcos appelle « le miroir brisé de la mondialisation » et les résistances en miettes.

Un nouveau projet, un nouvel internationalisme sont à reconstruire.

Mais la défaite de ce siècle vient de loin. Elle est profonde et ses effets durables. L'ennemi pourtant n'est pas moins redoutable. Le monde n'est pas moins injuste, violent, lourd de menaces et de barbaries inédites.

Il faudra du temps pour rassembler de nouvelles forces et frayer de nouveaux chemins. L'heure est d'abord à la résistance. L'espoir se repousse à ras-de-terre.

Ce qui est certain, c'est que les forces qui se relèveront, reprendront confiance, inventeront de nouveaux chemins, ne s'inscriront pas dans le droit prolongement des courants du mouvement ouvrier nés de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe. Sur la base de nouveaux événements fondateurs, de nouveaux alignements, de nouveaux regroupements, de nouvelles lignes de partage apparaîtront.

Nous sommes à peine sur le seuil de cette réorganisation nécessaire.

5. Elle est annoncée, au niveau national comme au niveau international, par un renouveau, un début de ressaisissement, des luttes et des mouvements sociaux, face à la brutalité de la crise, aux nouvelles formes, plus inégalitaires que jamais, d'oppression et d'exploitation.

Le règne sans partage du capital désormais étendu à toute la planète sous forme de la mondialisation marchande, produit en masse des nouveaux damnés de la terre qui viennent s'ajouter aux anciens : les sans-lieux des populations déplacées, les sans-eau, les sans-emploi, les sans-logis, les sans-terre, la grande foule

des sans-rien. Les périls écologiques et les désastres sanitaires pèsent encore plus lourd sur les plus démunis. Les enfants sont soumis par millions à de nouvelles formes d'esclavage comme les femmes à des formes renouvelées de servitude. La barbarie impérialiste connaît une cruauté sans pareille.

La misère et les souffrances du « Sud » s'étendent de plus en plus au Nord, avec les exclusions sociales et urbaines, les discriminations, les inégalités galopantes.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, une nouvelle Déclaration des Droits sociaux, des droits des « sans », est désormais urgente. Si ont été déclarés « imprescriptibles » les crimes contre la dignité de la personne humaine, la négation du « droit à l'existence » reconnu par la Constitution de 1793 est le premier des crimes contre l'humanité.

Parce que ce monde est insupportable et inacceptable, en dépit des échecs et des défaites, les luttes reprennent. Désorientés et frappés par les premiers coups de l'offensive libérale, des courants se radicalisent dans les syndicats, retrouvent le sens de l'action, secouent les vieux appareils bureaucratiques. Les paysans luttent pour la terre. Les femmes pour l'égalité des droits. Les chômeurs marchent pour le droit à l'emploi et les enfants contre le travail forcé. Les communautés opprimées se soulèvent à l'image des Indiens du Chiapas. Les professions de la santé, de l'éducation, de la culture, résistent à l'écrasement du service public et de la création culturelle par l'exclusive logique marchande du profit.

6. Mais l'entrée en lutte de nouveaux mouvements et de nouveaux acteurs ne suffit pas à leur donner automatiquement une expression politique propre. Le terrain électoral et insti-

tutionnel reste la plupart du temps occupé par les vieux appareils.

Pourtant, la vieille social-démocratie, de plus en plus alignée sur les impérialismes dominants, a déconsidéré les réformes : son réformisme sans réformes peut se présenter comme l'aile sociale du libéralisme, ou comme une tentative de résistance démocratique aux formes les plus sauvages de la concurrence. Mais en quoi est-il encore socialiste ?

Les partis staliniens, quant à eux, en soutenant jusqu'au bout des régimes policiers et corrompus, ont défigurés la révolution et obscurci l'avenir.

Percutés par la violence de la crise et par les effets sociaux de la crise écologique, les nouveaux partis écologistes n'ont d'avenir que s'ils sont capables de renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier.

Il ne s'agit donc pas d'effacer le passé. Qui n'a pas de passé n'a en effet guère d'avenir et tous les passés n'ont pas le même avenir. Il s'agit en revanche de s'ouvrir au futur, avec un souci de rassemblement, d'unir les forces qui naissent ou qui renaissent, sans les contraindre à endosser un héritage qui leur est étranger et dans lequel elles ne sont pas prêtes à se reconnaître.

7. La crise dans laquelle nous sommes entrés depuis plus de vingt ans déjà n'est pas une crise ordinaire et banale. Elle dure et se traîne. Il s'agit d'une crise de civilisation qui met à nu l'irrationalité éclatante des rapports capitalistes dès lors qu'ils se sont emparés de l'entièreté de la planète, et dès lors que la logique marchande entend s'imposer aussi bien aux ressources naturelles qu'au corps humain (ventes d'organes) ou aux créations culturelles. Tout devient marchand. La terre, l'air, l'eau sont privatisés.

Dans cette crise, la montée constante du chômage et de l'exclusion n'annonce pas la fin du travail, si l'on considère le travail au sens large, comme un échange entre l'humain et la nature, comme une transformation de la nature et une auto-production de l'humanité, comme un moyen de satisfaction et d'enrichissement des besoins, mais une crise du travail salarié, qui réduit toute richesse et tout rapport social à la « mesure misérable » d'un temps de travail abstrait.

De même, la crise écologique illustrée par le problème de plus en plus angoissant des déchets, du déstockage des énergies non renouvelables, ou du réchauffement de la planète dû à l'effet de serre, illustre l'antagonisme irréductible entre la logique privée du profit, sa rationalité à très court terme, et les besoins collectifs à long terme de l'espèce. Les meilleures intentions débattues dans les sommets de Rio ou de Tokyo sont aussitôt contredites et anéanties par les impératifs marchands de l'OMC ou de l'AMI. L'entretien et l'utilisation du « bien commun » de la planète, la solidarité entre générations, le besoin de plus en plus pressant de planification et de droit internationaux se heurte frontalement au chacun pour soi et à la guerre de tous contre tous inhérents à la dictature des marchés.

C'est pourquoi, être révolutionnaire aujourd'hui, c'est, indissociablement, être anticapitaliste, écologiste, et féministe.

8. L'une des leçons majeures des tragédies du siècle concerne l'ampleur du péril bureaucratique et l'importance de la démocratie, tant politique que sociale. La bureaucratisation ne résulte pas en effet d'abord d'insuffisances théoriques, mais d'intérêts sociaux puissants et de la division du travail qui nourrissent la professionnalisation du pouvoir.

Dès la Révolution russe, Rosa Luxemburg avait saisi le danger : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre des opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. » Il a fallu la victoire de Staline et l'exercice à grande échelle de la terreur bureaucratique pour que l'Opposition de gauche assimile l'avertissement et fasse sienne la défense de principe du pluralisme politique, la séparation rigoureuse de l'État, des partis, des syndicats. Sans offrir une garantie absolue contre « les dangers professionnels du pouvoir », des principes se dégagent cependant de l'expérience :

– La distinction entre classes, partis, États, doit se traduire par la reconnaissance d'un pluralisme politique et syndical permettant seul la confrontation de programmes alternatifs sur les grandes questions de société.

– La limitation du cumul et du renouvellement des mandats électifs et la limitation du salaire de l'élu au niveau de l'ouvrier qualifié ou de l'emploi des services publics ; la responsabilité des élu(e)s devant leurs mandants et leur révocabilité.

– La redistribution des compétences au niveau local, régional, ou nationale le plus proche des citoyens avec droit de veto suspensif des instances de base sur les décisions les affectant directement.

– L'indépendance de la justice, le refus des formes directes ou indirectes de censure, le respect des droits d'expression et de réunion, le respect de la distinction entre vie privée et vie publique.

Fondée sur la propriété et l'exploitation capitaliste la démocratie parlementaire n'est pas la démocratie pure. Elle reproduit dans la

sphère politique l'illusion d'égalité que le contrat de travail entretient dans la sphère économique. La répulsion envers l'arbitraire bureaucratique est tel cependant que la démocratie parlementaire en vigueur dans nos pays est souvent considérée comme le dernier mot de la démocratie, et toute perspective de démocratie participative ou de pouvoir populaire au contraire comme dangereusement utopique.

Pourtant, nombre de décisions vitales pour l'avenir de la société échappent à cette représentation démocratique et relèvent en réalité d'intérêts privés, de la volonté impersonnelle du capital, et de la loi anonyme des marchés. Pourtant, aucun pouvoir électif ne parvient à soumettre au contrôle populaire le noyau dur des appareils d'État : les majorités passent, l'administration reste. Pourtant, la contradiction entre l'égalité politique proclamée et l'inégalité sociale réelle ne cesse de vider la démocratie de son contenu, d'écarter notamment les femmes et les travailleurs manuels de la vie publique.

C'est pourquoi la démocratie politique, si elle doit être défendue contre toute atteinte, ne peut s'épanouir pleinement qu'avec la démocratie sociale. C'est pourquoi la question démocratique est liée à celle de la propriété. Non seulement comme garantie des libertés publiques, mais comme condition d'efficacité dans la maîtrise d'une économie au service des besoins sociaux. Une forme de démocratie combinant conseils de travailleurs et conseils territoriaux avec des assemblées élues au suffrage universel à la proportionnelle intégrale.

9. La Ligue a trente ans, et elle change. Non pour renier son passé, ni pour effacer un nom

dont elle est fière, mais pour prendre acte du changement d'époque, entrer dans le nouveau siècle, et se porter à la rencontre des nouvelles générations.

Les repères sur lesquels se sont construits au long de ce siècle les grands courants de pensée et d'action ne sont pas effacés, mais ils seront bouleversés. La force politique dont nous avons besoin ne peut s'inscrire dans le prolongement exclusif d'une famille ou d'une culture politique du passé. Elle devra être capable de rassembler des expériences, des traditions, des trajectoires différentes, venues, par des voies différentes, du syndicalisme, du féminisme, de l'écologie.

Des épreuves et des désastres de ce siècle, les mots même ne sont pas sortis indemnes. Les militants des nouvelles générations chercheront à travers d'autres mots les armes de la critique et les moyens d'abolir l'ordre existant du capital. Nous finirons bien par donner ensemble un nom neuf à nos attentes. Par inventer dans la pluralité de nos pratiques les mots les plus justes pour dire clairement ce dont nous ne voulons plus et ce que nous voulons vraiment.

10. Un nouveau parti, une nouvelle gauche, un nouveau nom ?

La question est évidemment à l'ordre du jour. Ces dernières années, d'événement en événement, de lutte en mouvement, les fondations et les contours prennent forme peu à peu. Les mêmes se sont souvent retrouvés contre la guerre du Golfe, contre le carcan libéral de Maastricht et pour une Europe démocratique et sociale, contre le plan Juppé et pour la défense du service public, pour l'école laïque

et contre les lois Pasqua-Debré, dans les mobilisations pour les droits des femmes et dans le soutien au mouvement des chômeurs. Dans les manifestations aux côtés des Vilvorde, dans l'euromarche des chômeurs, ou dans les cortèges contre le Front national comme à Strasbourg.

Cela ne fait pas encore une ligne, mais c'est plus qu'un pointillé.

Pas un programme, mais un fond commun solide.

Se dessine ainsi un parti virtuel, à transformer en parti réel.

Un parti, pour donner au mouvement social un répondant politique.

Un parti de la gauche, dans la mesure où l'opposition entre la gauche et la droite exprime, malgré tout, de façon déformée, la lutte entre les pauvres et les riches, les possédés et les possédants, les sans et les avec, une lutte séculaire pour l'égalité et la justice sociale.

Un parti révolutionnaire, parce qu'il faut une gauche dans la gauche, plus que jamais résolue à changer un monde qui en a bien besoin, un parti fidèle à ses engagements.

C'est dans cette perspective que la Ligue change pour renaître.

Fin 1999

Ce texte a été présenté en comité central en vue de la préparation du XIV^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), tenu en juin 2000. Il s'agissait de préparer un texte d'explication publique pour un éventuel changement de nom. Nous ignorons s'il s'agit de la version définitive.